

GE_GERICHTE ATA/1331/2017 vom 26. September 2017

GE Cour de justice, 2017-09-26, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATA_1331_2017

FR: GE_GERICHTE ATA/1331/2017 du 26 septembre 2017

IT: GE_GERICHTE ATA/1331/2017 del 26 settembre 2017

Erwägungen

E. 1

Interjeté en temps utile devant la juridiction compétente, le recours est recevable de ces points de vue (art. 52 de la loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle du 22 mars 2007 - LIASI - J 4 04 ; art. 132 de la loi sur l'organisation judiciaire du 26 septembre 2010 - LOJ - E 2 05 ; art. 62 al. 1 let. a de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 - LPA - E 5 10).

E. 2

Selon l'art. 65 LPA, l'acte de recours contient, sous peine d'irrecevabilité, la désignation de la décision attaquée et les conclusions du recourant (al. 1). Il contient également l'exposé des motifs ainsi que l'indication des moyens de preuve (al. 2).

- 5/10 - A/3071/2017

Compte tenu du caractère peu formaliste de cette disposition, la jurisprudence fait preuve d'une certaine souplesse s'agissant de la manière par laquelle sont formulées les conclusions du recourant. Le fait qu'elles ne ressortent pas expressément de l'acte de recours n'est, en soi, pas un motif d'irrecevabilité, pour autant que l'autorité judiciaire et la partie adverse puissent comprendre avec certitude les fins du recourant (ATA/518/2017 du 9 mai 2017 consid. 2a ; ATA/74/2016 du 26 janvier 2016 consid. 2b). Ainsi, une requête en annulation d'une décision doit être déclarée recevable dans la mesure où le recourant a, de manière suffisante, manifesté son désaccord avec la décision ainsi que sa volonté qu'elle ne déploie pas d'effets juridiques (ATA/518/2017 précité consid. 2a).

En l'espèce, le recourant n'a pas pris de conclusions formelles en annulation de la décision de l'hospice du 13 juillet 2017. On comprend toutefois de son courrier qu'il est en désaccord avec celle-ci et qu'il souhaite son annulation, subsidiairement la réduction à CHF 100.- de la sanction. Il s'ensuit que le recours est également recevable de ce point de vue.

E. 3

L'objet du litige consiste ainsi à déterminer si c'est à juste titre que l'hospice a, par décision sur opposition du 13 juillet 2017, confirmé la décision du 11 mai 2017 consistant à réduire la prestation d'aide sociale du recourant au barème minimum de l'aide financière exceptionnelle et supprimé toutes les prestations circonstanciées, à l'exception de la participation aux frais médicaux et dentaires, pour une durée de trois mois.

E. 4

Selon l'art. 12 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst. - RS 101), quiconque est dans une situation de détresse et n'est pas en mesure de subvenir à son entretien a le droit d'être aidé et assisté et de recevoir les moyens indispensables pour

mener une existence conforme à la dignité humaine (ATF 135 I 119 consid. 5 ; arrêt du Tribunal fédéral 8C_56/2012 du 11 décembre 2012 consid. 1.1).

Le droit fondamental garanti par l'art. 12 Cst. ne vise pas la personne qui peut, de façon actuelle, effectivement et légalement, se procurer les moyens nécessaires à son existence (arrêt du Tribunal fédéral 2P.147/2002 du 4 mars 2003 consid. 3.3 ; ATA/872/2015 du 25 août 2015 ; ATA/452/2012 du 30 juillet 2012).

Du point de vue de sa portée, le droit fondamental à des conditions minimales d'existence ne garantit pas un revenu minimum, mais uniquement la couverture des besoins élémentaires pour survivre d'une manière conforme aux exigences de la dignité humaine, tels que la nourriture, le logement, l'habillement et les soins médicaux de base. L'art. 12 Cst. se limite, autrement dit, à ce qui est nécessaire pour assurer une survie décente afin de ne pas être abandonné à la rue et réduit à la mendicité (ATF 142 I 1 consid. 7.2.1 ; 136 I 254 consid. 4.2 ; 135 I 119 consid. 5.3 ; 131 V 256 consid. 6.1 ; 131 I 166 consid. 3.1 ; 130 I 71 - 6/10 - A/3071/2017 consid. 4.1 ; arrêt du Tribunal fédéral 2D_9/2013 du 16 mai 2013 consid. 5.1 ; ATA/357/2017 du 28 mars 2017 ; ATA/878/2016 du 18 octobre 2016).

E. 5

a. En droit genevois, la loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle du 22 mars 2007 (LIASI - J 4 04) et le règlement d'exécution de la loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle du 25 juillet 2007 (RIASI - J 4 04.01) concrétisent l'art. 12 Cst. (ATA/357/2017 et ATA/878/2016 précités), tout en allant plus loin que ce dernier (ATA/387/2017 du 4 avril 2017).

b. La LIASI a pour but de prévenir l'exclusion sociale et d'aider les personnes qui en souffrent à se réinsérer dans un environnement social et professionnel (art. 1 al. 1), ainsi que de soutenir les efforts des bénéficiaires de la loi à se réinsérer sur le marché du travail et dans la vie sociale en général. Elle a également pour objectif plus général de garantir à ceux qui se trouvent dans la détresse matérielle et morale des conditions d'existence conformes à la dignité humaine (art. 1 al. 2 LIASI). Ses prestations sont fournies sous forme d'accompagnement social, de prestations financières et d'insertion professionnelle (art. 2 LIASI).

c. La personne majeure qui n'est pas en mesure de subvenir à son entretien a droit à des prestations d'aide financière. Celles-ci ne sont pas remboursables sous réserve notamment de leur perception indue (art. 8 al. 1 et 2 LIASI).

d. L'aide sociale est soumise au principe de subsidiarité, lequel est rappelé par l'art. 12 Cst. L'art. 9 al. 1 LIASI prévoit ainsi que les prestations d'aide financière versées sont subsidiaires à toute autre source de revenu, aux prestations découlant du droit de la famille ou de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe du 18 juin 2004 (LPart - RS 211.231), ainsi qu'à toute autre prestation à laquelle le bénéficiaire et les membres du groupe familial ont droit, en particulier aux prestations d'assurances sociales fédérales et cantonales, et aux prestations communales, à l'exception des prestations occasionnelles (art. 9 al. 1 LIASI). Le bénéficiaire doit faire valoir sans délai ses droits auxquels l'aide financière est subsidiaire et doit mettre tout en œuvre pour améliorer sa situation sociale et financière (art. 9 al. 2 LIASI).

La personne dans le besoin doit avoir épuisé les possibilités d'auto-prise en charge, les engagements de tiers et les prestations volontaires de tiers (ATA/290/2017 du 14 mars 2017

; ATA/878/2016 précité ; ATA/4/2015 du

E. 6

a. Le demandeur doit fournir gratuitement tous les renseignements nécessaires pour établir son droit et fixer le montant des prestations d'aide financière (art. 32 al. 1 LIASI). La LIASI impose ainsi un devoir de collaboration active et de renseignement (art. 7 LIASI). Le bénéficiaire ou son représentant légal doit immédiatement déclarer à l'hospice tout fait nouveau de nature à entraîner la modification du montant des prestations d'aide financière qui lui sont allouées ou leur suppression (art. 33 al. 1 LIASI ; ATA/357/2017 précité ; ATA/239/2015 du 3 mars 2015).

b. Le document « mon engagement » concrétise cette obligation de collaborer en exigeant du demandeur qu'il donne immédiatement et spontanément à l'hospice tout renseignement et toute pièce nécessaire à l'établissement de sa situation personnelle, familiale et économique tant en Suisse qu'à l'étranger (ATA/357/2017 précité ; ATA/761/2016 précité ; ATA/239/2015 précité ; ATA/368/2010 du 1er juin 2010).

E. 7

a. Selon l'art. 35 al. 1 LIASI, les prestations d'aide financière peuvent être réduites, suspendues, refusées ou supprimées lorsque le bénéficiaire renonce à faire valoir des droits auxquels les prestations d'aide financière sont subsidiaires (let. b), intentionnellement, ne s'acquitte pas de son obligation de collaborer telle que prescrite par l'art. 32 LIASI (let. c), ou lorsqu'il refuse de donner les informations requises (art. 7 et 32 LIASI), donne des indications fausses ou incomplètes ou cache des informations utiles (let. d).

b. Selon l'art. 35 RIASI, les prestations d'aide financière peuvent être réduites dans les cas visés à l'art. 35 LIASI pendant une durée maximale de douze mois (al. 1). En cas de manquement aux devoirs imposés par la loi, le forfait pour l'entretien de la personne fautive est réduit de 15 % et toutes ses prestations circonstancielles sont supprimées, à l'exception de la participation aux frais médicaux et aux frais dentaires (al. 2). En cas de manquement grave, le forfait pour l'entretien de la personne fautive est réduit aux montants définis par l'art. 19 RIASI et toutes ses prestations circonstancielles sont supprimées, à l'exception de la participation aux frais médicaux et aux frais dentaires (al. 3). Le degré de réduction est fixé en tenant compte des circonstances du cas (al. 4).

c. Selon la jurisprudence, la suppression ou la réduction des prestations d'assistance doit au surplus être conforme au principe de la proportionnalité, imposant une pesée de l'ensemble des circonstances. Il faut alors prendre en considération la personnalité et la conduite du bénéficiaire des prestations, la gravité des fautes qui lui sont reprochées, les circonstances de la suppression des prestations ainsi que l'ensemble de la situation de la personne concernée (ATF 122 II 193 ; ATA/357/2017 précité ; ATA/16/2006 du 17 janvier 2006 consid. 2b).

- 8/10 - A/3071/2017

E. 8

Dans un arrêt du 12 novembre 2013 (ATA/756/2013 consid. 6), la chambre administrative avait retenu que la totalité des voyages des justiciables concernés avait été cachée à l'hospice. Les administrés n'avaient jamais informé l'intimé de leurs absences lesquelles avaient été nombreuses et parfois longues à l'instar des voyages de deux mois en 2007, deux mois en 2008 pour leur fils et deux mois encore en 2009. Quand bien même, les

administrés expliquaient avoir de la famille dans le pays concerné et y vivre pour un coût moindre qu'à Genève, le seul fait de ne pas annoncer leur absence constituait une violation de leurs obligations.

E. 9

En l'espèce, le recourant a signé à quatre reprises le document « mon engagement ». Il en a incontestablement compris la teneur, soit, en substance, l'obligation de tout mettre en œuvre pour respecter la subsidiarité de l'aide sociale et pour améliorer sa situation financière, et d'informer immédiatement et spontanément l'hospice de tout fait nouveau de nature à entraîner la modification du montant des prestations, notamment toute modification de sa situation économique. Ces éléments lui ont régulièrement été rappelés compte tenu de la situation du recourant, à savoir son activité auprès d'un restaurant, le rapport d'enquêtes qui s'en est suivi, sa demande de prestations AI et la décision de refus y relative, les discussions sur l'IPT et sur sa situation familiale notamment, tous ces éléments impliquant des discussions entre les parties, ce que le recourant ne conteste au demeurant pas.

Il ne peut donc pas se prévaloir du fait qu'il ignorait ses obligations et les conséquences de leur violation, ce qu'il ne prétend d'ailleurs pas non plus. Son attention a alors dûment été attirée sur le fait que s'il continuait à ne pas se conformer à son obligation de collaborer, ses prestations d'aide financière pourraient être réduites, voire interrompues.

Malgré cet avertissement, le recourant n'a pas mené à bien l'IPT, a caché pendant de nombreux mois ses voyages au Liban, a fourni des informations contradictoires ou en tous les cas largement incomplètes sur sa situation familiale. S'il n'est certes pas interdit aux bénéficiaires de l'aide sociale de prendre des vacances ou de voyager (ATA/265/2014 du 15 avril 2014 consid. 9), la fréquence des voyages, à savoir plusieurs par année, la longueur des séjours à l'étranger de plusieurs semaines chaque fois, le fait qu'ils aient initialement été tus à l'hospice ainsi que l'absence de tout élément probant relatif au financement de ses voyages au Liban empêchent d'avoir une vision globale de la situation financière du recourant, indispensable pour pouvoir déterminer son droit aux prestations.

Au vu de ce qui précède, il doit être retenu que le recourant a gravement manqué à ses engagements, en particulier à son devoir d'information et de collaboration, malgré les mises en garde de l'intimé, sans qu'il ne soit nécessaire d'approfondir en détail les manquements pour chacun des trois griefs soulevés par

- 9/10 - A/3071/2017 l'hospice, à savoir l'insuffisance des efforts d'intégration professionnelle, la mise en échec de la mesure IPT et les nombreux séjours au Liban non annoncés.

L'hospice n'a en conséquence pas abusé de son pouvoir d'appréciation en retenant que l'intéressé, de par son attitude, avait commis une faute grave. La durée de trois mois de la retenue respecte le principe de la proportionnalité s'agissant d'une première sanction.

E. 10

Entièrement mal fondé, le recours sera rejeté.

E. 11

En matière d'assistance sociale, la procédure est gratuite pour le recourant (art. 87 al. 1 LPA et 11 du règlement sur les frais, émoluments et indemnités en procédure administrative du 30 juillet 1986 - RFPA - E 5 10.03). Vu l'issue, aucune indemnité de procédure ne sera

allouée (art. 87 al. 2 LPA). * * * * *

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.